

# Recherches sociographiques



## Débat

Volume 26, numéro 1-2, 1985

Situation de la recherche sur le « Canada français », 1962-1984 I

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056135ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056135ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Résumé de l'article

Débat

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

(1985). Débat. *Recherches sociographiques*, 26(1-2), 137–150.  
<https://doi.org/10.7202/056135ar>

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1985

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

## DÉBAT

André BERNARD

Le peu que je perçois des rapports de recherche publiés par les départements de science politique, notamment l'UQAM, me laisse conclure qu'en science politique, on fait de la recherche dont les résultats ne sont pas nécessairement publiés. Dans les secteurs où Vincent Lemieux ou moi-même travaillons : l'administration publique, l'analyse électorale, etc., nous faisons des travaux pour le compte de commanditaires, qui les utilisent à leurs fins. On est rétribué pour ce travail ; parfois, on en utilise une partie dans des publications du genre article dans *Le Devoir*, ou comme document de référence pour une émission de télévision. C'est un aspect des choses qui, en science politique, a une importance. Ça s'accumule, c'est utilisé dans les cours. Les professeurs d'administration publique de nos départements utilisent énormément le matériel de recherches encore mal finies dans leur enseignement : c'est un autre mode de diffusion des connaissances acquises grâce à la recherche, qu'on sous-estime volontiers. Je pense que la science politique a un impact au Québec beaucoup plus important qu'on ne l'imagine, qu'on ne sait pas apprécier, mais qui se joue à travers cette communication qui n'est pas celle du livre. Que nous conseillions les dirigeants d'un parti politique sur le mécanisme de sélection de son chef, que nous leur apportions des travaux comparatifs et que l'on alimente la réflexion de quinze personnes moyennant beaucoup de travail, ça a un impact significatif sur l'évolution du parti en question, mais ce n'est pas recensé nulle part dans les livres. Que nous intervenions sur une analyse de politique particulière qui pose problème, ce n'est pas recensé nulle part et pourtant ça contribue à faire avancer le débat au Québec ou même à faire changer des choses. Nous avons été tous deux, ici, Vincent Lemieux et moi, impliqués dans les projets de réforme électorale depuis des années ; ce débat n'est pas encore résolu, mais les contributions que nous y avons apportées sont des contributions utiles dans l'évolution du Québec. Autrement dit, j'arrive à cette conclusion : en science politique, contrairement peut-être à ce qui se fait dans d'autres disciplines, une part importante de l'activité de recherche mène à des travaux de petite

envergure, qui ont une signification, à mon avis, certaine et dont la diffusion se fait en dehors des canaux habituels du monde universitaire. La question que je me poserais à ce moment-là : est-ce que cela n'a pas un impact beaucoup plus important que ce que nous laisserait penser l'analyse des textes ? Je pose la question à André-J. Bélanger, puisqu'il a choisi une analyse qui faisait une sélection à cet égard.

André-J. BÉLANGER

Je ne serais pas prêt à accepter le prétexte des sollicitations extérieures comme étant une raison qui détruirait la légitimité de mon choix. Le phénomène de la commandite, en principe, je n'ai rien pour, je n'ai rien contre ; je ne pense pas que ce serait l'occasion ici pour moi de donner mes sentiments personnels, qu'on peut facilement deviner. Je sais qu'il y a beaucoup de sociologues qui ont des commandites de toute nature ; je pense qu'en économique, ils en ont tant et tant ; on peut dire ça, je pense, de la plupart des disciplines. Il y a peut-être l'anthropologie, et encore : il doit certainement y avoir des trucs dans le grand Nord auprès des Inuit. Je crois qu'on n'est pas tout seul à être conseiller du prince. Ceux de science politique sont conseillers dans tout ce qui relève des règles du jeu, par exemple, toutes les règles électorales, mais toutes les autres disciplines sont souvent sollicitées par divers ministères. Bien sûr, il y a les commissions royales d'enquête, qui sont les charmantes vaches à lait dont nous avons tous profité : qui n'a pas travaillé pour la B.-B. ? qui n'a pas travaillé pour la commission Mac Donald ? On a tous trouvé quelque chose par un biais ou un autre. Je n'exclus pas qu'il puisse y avoir à l'intérieur de certaines commissions des travaux qui soient d'envergure. Je pense à la commission Gordon, notamment. Ça, je ne l'exclus pas, mais il fallait tout de même s'astreindre à la production qui avait une certaine visibilité. Je sais bien que mon choix était limité ; une des raisons pourquoi j'ai exclu les thèses et les mémoires, je l'ai dit tout à l'heure, c'est de toute évidence que j'aurais dû passer à travers tout le truc. Je n'en avais pas l'envie, d'autant plus que mon champ d'observation n'est plus immédiatement le Québec depuis un certain nombre d'années. C'aurait été long de me farcir le contenu des thèses. Et je n'ai pas évalué l'influence. J'ai été très académique, je ne m'en cache pas. Je me suis toujours défini comme étant très académique. Je suis un professeur et je suis content de l'être. J'ai fonctionné exactement comme un mathématicien. Un progrès en mathématique n'a pas à avoir un effet sur la science, au contraire ; comme disait ce président d'une société mathématique après avoir ouvert le congrès : « Puissent ces travaux ne servir à rien ! » Pour moi, il y a un caractère très spéculatif dans notre discipline, et c'est comme cela aussi que j'évalue l'histoire. L'histoire, de n'importe quelle société, n'est pas importante de par l'effet qu'elle peut avoir sur notre comportement à nous ; c'est le plaisir de la connaissance. Je l'admets, c'est peut-être très aristocratique, ou d'autres diraient très petit-bourgeois...

Paul-André LINTEAU

Ce final sur l'histoire me permet d'enchaîner avec ma question. Depuis hier, on a beaucoup parlé des rapports très étroits entre l'histoire et la sociologie au Québec, et à quel point les deux disciplines ont vraiment échangé, profité de ce qui se faisait dans l'autre. En science politique, on connaît un certain nombre de travaux à dimension historique, comme ceux de Bélanger sur les idéologies depuis 1930, ou ceux de Boily et de Bourassa sur le personnel politique québécois et montréalais. Quelques travaux comme ça. Mais on ne peut pas dire que ce soit aussi massif, aussi manifeste que chez les sociologues, cette volonté d'insérer l'étude du Québec contemporain ou récent dans une dimension historique. D'autre part, à la fin des années 1960, quand on était étudiant, qu'on avait cette merveilleuse ouverture sur les sciences humaines, que la revue *Recherches sociographiques* était le modèle pour les jeunes historiens québécois en formation, on pouvait penser, tout comme la science économique et la sociologie amenaient un renouvellement des questions pour les historiens qui choisissaient la voie de l'histoire économique ou sociale, que la science politique aurait une influence profonde sur l'histoire politique, sur l'histoire des institutions et du personnel politiques, et qu'elle amènerait un renouvellement des méthodes, des questionnements, des problématiques. Or, je pense bien que ça ne s'est pas vraiment produit. À moins que j'aie un trou de mémoire, que j'oublie des grands historiens ou des œuvres importantes. Pourquoi les politicologues sont-ils si peu ouverts à l'histoire ? Ça se reflète même dans leur formation : si on prend l'expérience de l'UQAM, en tout cas, le Département de science politique est celui qui fait le moins appel aux historiens pour former ses étudiants. Donc pourquoi ce phénomène-là, et avez-vous une idée pourquoi vous n'avez pas créé de lien dans l'autre sens avec des historiens politiques, qui continuent à nous conter la vie de personnages comme avant que n'émerge la science politique québécoise ?

André-J. BÉLANGER

Vous me posez une question qui est vaste sous divers aspects... Je vais vous livrer une confidence. J'ai personnellement deux bibliothèques. Il y en a une à mon bureau, c'est là où se trouvent les ouvrages de science politique, de sociologie. J'ai dans mon cabinet, à la maison, une autre bibliothèque, beaucoup plus restreinte, parce que j'aime bien m'entourer des ouvrages que j'aime, ou encore de grands classiques. On trouverait là Marx dans la Pléiade, Weber, Durkheim et quelques autres. Par contre, j'ai toujours un plaisir à conserver chez moi les livres d'histoire, qui vont des Grecs, en passant par l'empire romain, jusqu'à nos jours. Je ne sais pas : j'ai du plaisir à les voir. J'ai beaucoup de difficulté à comprendre que des étudiants et même des collègues ne

puissent pas avoir une passion pour ce gigantesque laboratoire. Je le déplore profondément. Je crois — c'est un point de vue personnel — que nous sommes dans une société éminemment anhistorique. Le « Je me souviens » est une des plus grandes fumisteries comme devise nationale. On a tellement peu le sens historique, à mon avis, que nos étudiants et les gens que je rencontre n'ont pas de destin personnel. Je pense que les sociétés qui sont très fortes historiquement développent chez les agents eux-mêmes, les sujets, un sentiment de leur destin personnel. Quand je demande à des gens : « quel âge aviez-vous, ou en quelle année votre grand-père est-il décédé ? », la plupart sont incapables de me le dire. Ils n'ont pas de destin personnel, ils sont dans un éternel présent. Et ça, je crois le constater auprès de mes étudiants : ils n'ont pas de distance historique. C'est alors très difficile de leur en donner. Pour les étudiants, si Louis XIV vient avant Louis XV c'est à cause du chiffre : il n'y a rien pour vous dire que Napoléon ne viendra pas avant.

Je pense par contre que le Département de science politique à Montréal est celui où on a le plus fait d'appels du pied à l'histoire. De là à dire qu'on a toujours eu des accueils délirants, non ! Dans ce sens, vous pouvez lire le compte rendu qu'on a fait de mon livre sur *L'apolitisme...* dans la *Revue d'histoire de l'Amérique française* ; plusieurs sont venus me voir pour me dire que vraiment, c'était carrément inadmissible. Ça commençait par ceci, en gros : « Décidément, il s'agit d'une thèse. » On n'avait pas le droit de développer une thèse ! Je n'y ai pas répondu parce que j'estimais que ça ne valait pas la peine. C'est le genre d'accueil que d'autres ont reçu parce qu'ils n'étaient pas d'histoire. C'est la même chose pour d'autres disciplines. Il y a certains économistes qui vont accueillir des projets de science politique ou de sociologie en disant que ce n'est pas conforme au paradigme d'économique, et inversement. Je pense que cette espèce de cloisonnement, de méconnaissance, et souvent de mépris — de mépris, pour des raisons d'insécurité collective — ce n'est pas le propre de l'histoire ; mais je ne pourrais pas dire que l'accueil a toujours été délirant. Il y a eu des tentatives qui étaient peut-être plus ou moins heureuses, selon le cas. Il n'y a pas seulement Boily et il n'y a pas seulement Bourassa, qui sont d'une génération un peu plus avancée ; je pense, par exemple, à Gérald Bernier, qui a publié quelques trucs dans la *Revue d'histoire de l'Amérique française*, dans une perspective qui ne sera pas nécessairement la vôtre. C'est ça qui m'apparaît intéressant, autrement ça ne vaudrait pas la peine. Si on s'improvisait historien, c'est là où carrément nous nous couvririons de ridicule. Par contre, sur un point — je le répète, parce que je l'ai dit tout à l'heure — je vais le dire autrement : en science politique, et pas seulement en science politique, en sociologie aussi, on a eu tendance à se poser comme des espèces de juge ou d'arbitre, comment dirais-je ? de Sirius, au-dessus de la mêlée. Nous, on avait une faculté, que l'historien n'avait pas, d'interpréter des données déjà relevées par les historiens. Je dois dire que j'ai déjà entendu de mes oreilles des propos de politicologues qui auraient fait dresser les cheveux de n'importe quel historien, et avec raison.

Ils se posaient en espèce de situation privilégiée qui leur épargnait les recherches en archives. Là-dessus, je dois avouer que j'aime beaucoup Braudel ; je ne m'attends pas à ce que tout le monde fonctionne comme lui, mais quand même : la documentation, il faut aller la chercher, c'est pénible, mais c'est à la fois passionnant. Je pense à Boismenu qui l'a fait sur le duplessisme. On peut ne pas être d'accord avec la grille d'observation ; quant à moi, j'estime qu'il faut admettre qu'il y a des grilles d'observation différentes.

On doit avouer aussi que le paradigme en science politique est bien faible. Pour moi, je fais de la sociologie politique et, parfois, peut-être que je fais de la sociologie tout court. (Ce n'est pas une question qui m'interroge beaucoup, à savoir : si je suis conforme.) Je n'ai pas l'impression que la science politique offre un paradigme qui soit bien arrêté. Ce n'est pas la même chose que l'histoire, bien sûr. C'est un peu ce que Gérard Bergeron a cherché : le fonctionnement de l'État. Qu'est-ce que c'est qu'un théoricien finalement ? un théoricien, il ne faut pas s'en cacher, c'est un monsieur un peu prétentieux. Moi, j'en ai fait de la théorie et je l'avoue dès la première page : ça demande un petit peu de prétention pour dire qu'on va faire une théorie, parce que ça veut dire qu'on est insatisfait du champ théorique qu'on nous a offert. Je ne pense pas que le corpus soit développé. On a des petits modèles, mais on ne peut pas apporter un acquis de l'ordre dont vous parlez. On peut quand même partir d'une perspective de sociologie politique générale. Il y a encore la théorie des jeux ; il faut bien la manipuler. En passant, pas tout à fait la théorie des jeux, mais une théorie assez bien modélisée a été appliquée au déclenchement de la guerre, de Sarajevo jusqu'au 1<sup>er</sup> août 1914 : voir comment précisément, par un jeu de renseignements et de mauvais renseignements... on a essayé d'étudier la dynamique propre à cette escalade qui a conduit au déclenchement de la première grande guerre.

André BERNARD

Je pense que Paul-André Linteau a tout à fait raison dans ses observations. Je fais un compte rapide, pour le plaisir de voir combien de mes collègues ont travaillé sur archives, combien ont travaillé sur les journaux du temps, sur les débats qu'on a encore sur le XIX<sup>e</sup> siècle ou sur les journaux de l'Assemblée législative du Québec : je constate que le nombre ici, parmi ceux qui ont publié, est de cinq sur quarante. Je connais deux autres personnes qui font actuellement des thèses qui s'appuient sur de la documentation de type historique de première main. Par contre, ceux qui font les manchettes, ceux qui effectivement ont du succès, c'est ceux qui réinterprètent l'histoire, à partir de sources secondaires, ou encore, qui l'ont reprise mais sur une période très récente (thèse de Roch Denis, ou thèse de Gérard Boismenu). Ceux qui

remontent au XIX<sup>e</sup> siècle sont peu nombreux ; j'en compte donc sept, au total, dans cette profession que je crois connaître assez bien maintenant, du fait que j'ai lu les *curriculum vitæ* de tout le monde plusieurs fois.

Jean-Marc PIOTTE

Je veux reprendre le débat que j'ai depuis longtemps avec André Bernard. Je suis content d'apprendre qu'il fait du travail engagé lui aussi, parce que, dans sa présentation, il semblait opposer le travail scientifique qu'il fait, et que je juge très valable, à un travail plus engagé, plus idéologique, marxiste si on veut, littéraire. Et je serais plutôt d'accord avec ce que Bélanger et Lemieux disaient : quelle que soit la vision que l'on a du monde, cette vision-là repose toujours sur un certain regard éthique, qu'on soit pro-système ou anti-système. Je crois que les méthodes de rigueur sont différentes en fonction de la théorie qu'on applique. Et si je puis faire l'autocritique du petit champ dans lequel je suis, le marxisme, c'est que, pour essayer de l'imposer dans le domaine des sciences humaines comme une discipline valable au même titre qu'une autre, on est obligé d'insister beaucoup sur la théorie par rapport à des analyses concrètes. Il y a eu aussi l'influence d'Althusser, de Poulantzas, qui a été très forte et, à mon avis, malheureuse, parce que les deux jugeaient l'empirisme comme mauvais. Ceci dit, je juge, peut-être de façon erronée, que le marxisme se défend aussi bien que la théorie de l'État ou que des analyses à un autre niveau.

André BERNARD

Mais c'est un débat très aimable, puisque notre département est un des plus civilisés qu'on puisse imaginer ! L'observation que je faisais tout à l'heure avait plutôt trait au caractère engagé, dans le sens polémique, de certains travaux, par rapport à un caractère qui s'appuie sur un autre type d'analyse. Et j'exprimais l'observation que, au début des années 1970, dans une série d'ouvrages publiés en une année, on en avait trouvé facilement trois ou quatre qui avaient un caractère engagé ou un caractère d'essai, mais pas le caractère du travail que fait Vincent Lemieux, par exemple, quand il étudie le patronage. Que lui, moi et tout le monde ici aient un engagement politique, il ne fait aucun doute là-dessus. Cependant, c'est la nature des travaux, dans le sens de leurs perspectives et de leurs propos, qui permet de faire une classification qui laisse voir une évolution, entre 1964 et 1970, d'une part, et de 1970 à 1975 d'autre part, avec finalement une autre période quinquennale qui est toute récente. On a le sentiment qu'il y a une autre phase d'expansion vers des travaux plus engagés, dans le sens qu'ils veulent mener un combat politique et qu'ils l'affirment comme ça. Il y a encore des ouvrages récents qui vont jusqu'à 1980 avec le référendum, et

ensuite, hop ! ça se termine, ou à peu près. Je trouve cela assez remarquable chez les professeurs de science politique. Des ouvrages de ce genre, il y en a de Gérard Bergeron, qui prend des positions à l'égard du référendum, alors qu'il fait également des ouvrages théoriques qui sont, d'une certaine façon, d'un tout autre ordre. C'est peut-être un trait caractéristique de nos départements de science politique que toutes ces productions-là aient été reconnues et valorisées comme méritant d'être recensées dans les rapports pour le *curriculum vitae*. Et elles le sont, de même que sont recensés des travaux du genre commandites. La communauté dans laquelle nous vivons estime que ces travaux-là ont tous leur place.

Arnaud SALES

J'aimerais insister sur un problème qui est difficile : la reconnaissance internationale de ces travaux-là. Ce qui étonne, c'est de voir que Montréal est une ville qui a produit beaucoup scientifiquement ; parmi l'ensemble des villes du monde, Montréal arrive au dix-septième rang, ce qui n'est pas si mal. Ceci dit, quand on pense à ce que représente l'insertion dans le milieu international, il y a pas mal de problèmes pour la diffusion de nos revues, pour toutes sortes de choses. Il reste à savoir comment on s'insère dans les réseaux, comment on publie, etc. On ne s'en est pas préoccupé parce qu'il y avait tout intérêt à développer quelque chose qui soit propre au Québec. De ce point de vue, il y a eu un développement assez intense, qui est quand même remarquable. Mais, par contre, on peut se poser la question : que signifie notre production à l'échelle internationale ? Je n'ai évidemment pas de réponse là-dessus ; c'est une interrogation, je vous la lance comme ça.

André BERNARD

C'est une question qui est très pertinente pour les gens de science politique puisque, dans notre communauté, il y a tout de même près de la moitié des enseignants à plein temps, dans les départements de langue française, qui sont rattachés au milieu international. De ceux-là, on n'a pas parlé aujourd'hui. On n'a pas parlé de ceux qui sont spécialistes de questions qui intéressent un marché extérieur au Québec, de manière significative. Or, il y a dans notre milieu de langue française, un certain nombre de spécialistes de pays autres que le Québec, ou de relations entre pays qui ne sont pas le Québec — qui sont, disons, la Chine et l'U.R.S.S. ou les États-Unis — qui ont réussi dans leurs publications à atteindre un marché international qui les reconnaît. Quand on fait la recension des ouvrages répertoriés dans les bibliographies, on trouve énormément de textes sur le Québec ; le petit quart de textes de politicologues



québécois qui portent sur des sujets autres que le Québec, ce petit quart-là représente ce que nous avons comme reconnaissance internationale, puisque ce sont là les textes qui seront éventuellement cités dans des ouvrages plus spécialisés que les revues nationales de science politique. Autrement dit, ces auteurs vont percer dans des revues spécialisées. Mais ça, on n'en a pas traité aujourd'hui, ce ne sont pas des études sur le Canada français. C'est bon de souligner qu'en science politique, au Québec, il y a des personnes qui passent parmi les meilleurs dans leurs milieux spécialisés sur le plan international, mais ce ne sont pas là des spécialistes du Québec.

André-J. BÉLANGER

Il est bien entendu que des travaux qui portent sur une collectivité, la collectivité interne, qui devient le référent privilégié, dans bon nombre de cas, quelle que soit la société, cette littérature demeure interne. Mais, il y a un mais qui est important, surtout en économie et en sociologie, également en science politique jusqu'à un certain point : je pense qu'il peut y avoir internationalisation dans la mesure où l'analyste se sert d'un modèle pour une étude qui va servir d'illustration comparative, avec l'application du modèle dans une autre société. Par exemple, *Public Choice* pourrait établir un réseau et Jean-Luc Migué doit faire partie de ce réseau : il va faire hypothétiquement une illustration sur le Québec, mais c'est en fonction de la matrice d'origine. Je pense que Niosi est souvent sollicité pour aller à l'extérieur, précisément parce que sa grille permet la comparativité avec d'autres travaux qui, en somme, utilisent sensiblement la même grille ou qui s'intéressent au même type de phénomènes. Si on prenait, nous, comme sujet d'interrogation, le phénomène de décentralisation, ou de déconcentration, et si on trouve d'autres chercheurs qui font partie du collège invisible, on peut monter des colloques qui vont déborder sur un ouvrage ou des publications d'une nature ou d'une autre. Il est bien entendu que, quand on fait référence à sa propre société et qu'on essaie de la traduire dans sa singularité propre, ça n'est presque pas exportable. Ça dépend des grilles : il y a des grilles qui sont plus universelles, qui permettent une certaine comparativité et qui permettent souvent des colloques sur divers aspects. Une même grille qui est appliquée à diverses sociétés, ne serait-ce que pour voir les qualités heuristiques du modèle.

Gérard BÉLANGER

Pourquoi les incitations en science politique ont-elles défavorisé l'étude de l'administration publique ? Pourtant, c'est la plus grosse institution que l'on a et il semble qu'on en connaît peu de choses. Peu de politicologues s'intéressent

aux dépenses gouvernementales, peu de politologues font l'analyse de programmes précis : on va vite aux grosses choses.

André BERNARD

Dans le recrutement des professeurs de science politique qui assument les charges d'enseignements destinés aux étudiants qui ont pris la spécialisation « administration publique », il y a un problème considérable puisqu'il n'y a pas de docteurs sur le marché. Nos départements, pour enseigner ces matières, ont dû recruter des personnes qui avaient à finir leur doctorat. Ça leur a été difficile de faire en même temps la préparation de quatre cours et de poursuivre les travaux nécessaires pour compléter leur thèse de doctorat. La plupart y ont finalement réussi aujourd'hui. Et c'est à partir de maintenant que, peut-être, ils pourront consacrer les énergies qu'ils ont à faire autre chose. Ces travaux seront, dans quelques années, publiés ou exploités. Par contre, il y a eu quelques recherches récentes sur des questions administratives. Tout à l'heure, on parlait de finances publiques : McRoberts, qui est ici, fait avec André Blais une recherche comparative Québec/Ontario dans ce domaine. Il y a eu des travaux de faits par Iain Gow, à l'Université de Montréal, sur une interprétation sectorielle de l'évolution des comptes publics. Il y a eu des travaux de ce genre. Mais je reconnais bien volontiers que beaucoup de progrès devraient être faits encore. L'explication qui me semble la plus plausible, dans ce secteur en particulier, c'est qu'il a fallu recruter des gens qui soient disponibles pour travailler à l'université. Et le marché qui leur était offert c'était d'aller à l'université avec des difficultés, ou dans le secteur public avec des beaux salaires. La plupart ont opté pour le secteur public. Ceux qui sont à l'université ont fini leur thèse ; maintenant je pense qu'ils vont produire.

Vincent LEMIEUX

On n'a pas beaucoup parlé de l'ÉNAP. Il y a eu ce phénomène institutionnel de concentration, bien que limitée, des chercheurs en administration publique à l'ÉNAP. Il y a à l'ÉNAP, depuis quelques années, un centre de recherche, où on tente de faire démarrer la recherche sur l'administration québécoise. Mais, pour reprendre ton langage, les « incitations » qui existent à l'ÉNAP pour faire de la recherche « scientifique » sur les phénomènes administratifs ne sont peut-être pas suffisamment fortes. Nos départements ont un peu souffert de ça aussi ; certains des professeurs sont passés à l'ÉNAP. D'ailleurs, de façon plus générale, il y a eu un roulement assez grand des professeurs d'administration publique dans nos départements, plus qu'ailleurs, je pense, Iain Gow étant une

exception, parce que, lui, il est là depuis très longtemps. Alors, tout cela mis ensemble, ça explique peut-être que la recherche soit si peu développée.

Caroline ANDREW

Il me semble aussi que l'explosion, la croissance de la science politique au Québec est arrivée au moment où, dans un certain sens, on délaissait l'État. La science politique, tout à coup, a commencé à étudier les élections, les groupes et, justement, faisait partie du changement, du mouvement behavioriste aux États-Unis, où on délaissait l'État pour étudier d'autres choses. Là, c'est un phénomène récent, il commence à y avoir des études sur l'État. Je donnerais donc deux autres facteurs à mettre dans la réponse. D'abord, la croissance des départements au moment où il y avait toutes sortes de changements, notamment le behaviorisme aux États-Unis ; donc, on a voulu étudier toute une autre série de choses, sauf l'État. Et, l'autre, ça reviendrait à ce que Bélanger a dit : les deux paradigmes. Il me semble qu'il y a un lien à faire avec l'entrée du paradigme marxiste et un retour vers l'État, qui ne semblent peut-être pas liés, mais il y a en même temps un retour vers l'État en science politique globalement. Il me semble qu'une partie de la réponse est d'insérer la science politique au Québec dans une situation plus globale.

Kenneth MCROBERTS

Un petit commentaire en ce qui concerne les études de partis politiques. C'est très fort au Québec depuis qu'on a publié sur le Crédit social. Une analyse sur le Parti québécois a été publiée avant que le parti soit élu. Mais il n'y a pas de livre sur le Parti libéral. On trouve la même chose au Canada anglais : depuis longtemps on a eu des études sur le Crédit social en Alberta, des études classiques de MacPherson. Beaucoup d'études sur le C.C.F., en Saskatchewan. Je me demande si ce n'est pas une question d'exotisme, ou parce que c'est plus circonscrit. C'est aussi une question d'accès : c'est difficile d'étudier un parti gouvernemental.

André-J. BÉLANGER

On en connaît bien plus sur le système britannique, qui est aussi secret sinon plus, parce que les Britanniques sont très rigoureux en la matière. Les journalistes obtiennent un tas de trucs sur le caucus. Ici, les députés sont furieux parce que, cinq minutes après, il y a un journaliste qui, voulant avoir un peu

plus d'information, dit : « Écoutez, le premier ministre a déclaré telle chose » ; le jeune député qui vient d'arriver, répond : « Comment ça se fait que vous êtes déjà au courant ? » Il laisse tomber le morceau, parce qu'il se dit : « S'il est au parfum, aussi bien le mettre au parfum complètement. » Pour avoir donné le cours sur le système britannique, ça m'est infiniment plus facile de savoir comment était la mécanique, il y a des illustrations. Je ne demande pas une illustration qui date de deux ans, ce n'est pas ça, mais qu'on me donne un petit recul de cinq ou dix ans. Il est peu probable qu'il y ait de si gros changements. On a une certaine idée, avec certains exemples à l'appui ; il y a une recherche sur la mécanique elle-même. Ici, prenons un cas assez simple. On aurait pu interroger d'anciens ministres de Duplessis. On aurait pu interroger Robert Bourassa, il y a cinq ans ; durant le passage au désert, il pouvait parler. Je me souviens de l'avoir accosté au sortir d'une piscine, à l'Université de Montréal ; il était prêt à m'en parler un coup. Si j'avais été vraiment intéressé, c'était facile pour moi de prendre rendez-vous avec lui et d'élaborer quelque chose, tout en gardant une certaine discrétion. Je pense qu'on a peur. Ce qui me frappe, c'est que je ne l'ai pas fait moi non plus. Je ne juge personne en particulier et je ne me soustrais pas à ce jugement, à savoir que la recherche sur le terrain on n'aime pas tellement ça. Les questionnaires, ça s'envoie ; mais ce que j'appelle la recherche sur le terrain, recevoir des refus, des portes fermées, faire le pied de grue, solliciter, c'est ennuyeux. Je pense qu'à la longue, on peut peut-être sortir des choses qui soient différentes de ce qui est toujours publié. L'étude des idéologies, parce que j'en ai fait, c'est facile ; il s'agit simplement d'aller dans les archives, c'est accessible. J'ai utilisé celles de la J.É.C. : les gens étaient ravis. Je suis descendu dans un sous-sol ; bien sûr, c'était mal éclairé, ça sentait mauvais, mais, quand même, on y passe deux mois, trois mois, on va dans les classeurs, les procès-verbaux ; il y a un accès. Tandis que, quand on est obligé de rencontrer des gens, de revenir à la charge, c'est un petit peu agaçant, mais je crois que ça pourrait se faire. On n'aime pas ça le terrain, on trouve ça un peu crotté, c'est pas sympathique !

Roch BOLDUC

Il y aussi le phénomène que pendant cinquante ans, à Québec, il n'y avait pas d'enregistrement des débats. Il n'y avait même pas de greffier.

Vincent LEMIEUX

Je voulais ajouter aux propos de Ken McRoberts. Ce qui nous manque, à part l'étude des grands partis, c'est l'étude sur le système partisan lui-même. Si l'on voit l'évolution des études sur les phénomènes partisans à travers le monde,

il y a de plus en plus de chercheurs qui s'intéressent à cela. C'est bien beau d'avoir des monographies sur chacun des partis, mais il faut bien voir que, dans un système compétitif, un parti c'est une notion relative. Quelle est la commune mesure entre le Parti libéral du Québec, aujourd'hui en 1984, et ce qu'il était il y a vingt ans ? entre le Parti libéral du Québec au début des années soixante et le Parti libéral du Québec à la fin de l'ère Taschereau ? Bien sûr, il y a des traits communs ; mais il y a aussi des traits qu'il a pris à cause du système où il se trouvait et qu'au lieu d'être opposé à un Parti conservateur, il a été opposé à l'Union nationale et, ensuite, au P.Q. La recherche sur les phénomènes de système partisan, au Québec, comme au Canada d'ailleurs, ce n'est pas très développé ; il faudrait développer ça davantage.

Hubert GUINDON

Moi, je m'inscris en faux contre toute la discussion depuis vingt minutes. C'est tout à l'honneur de la science politique qu'elle n'ait pas fait ce qu'on dit qu'elle devrait faire, parce que tout ce qui nous manque, c'est seulement le potinage ; le reste, on le sait tout. Ce n'est pas tellement compliqué : c'est une petite société, on connaît tout le monde en dedans et en dehors, on se rencontre régulièrement... à tous les vingt ans, en tout cas. C'est drôle, il me semble qu'il ne manque rien à ma connaissance sur les groupes de pression et des affaires comme ça. C'est un point de vue différent !

Vincent LEMIEUX

Tant mieux, quoi. On se fait peut-être des excès de scrupules, peut-être que toute la recherche a été faite et puis qu'on devrait cultiver les fleurs de notre jardin !

André BERNARD

Effectivement, si on cherche des manques d'incitation : il y a beaucoup de gens qui pensent que ça ne sert à rien de faire ça, que ce n'est pas utile ; il n'y a pas de marché, personne ne s'intéresse à ça. Ça fait partie de nos problèmes de recherche ! Moi, je suis convaincu qu'il y a des projets qui pourraient nous séduire à la façon dont André-J. Bélanger est séduit par quelque chose qui le ravit d'aise au point de vue intellectuel. Mais s'il est le seul à trouver du plaisir à ça, il va se trouver éventuellement moins motivé à poursuivre que s'il avait du plaisir à faire quelque chose de moins grand mais avec des reconnaissances sociales autour de lui. Je pense qu'en bien des domaines de recherche en

science politique, il n'y a aucune reconnaissance sociale pour ce qui est fait. Alors qu'il y en a pour des affaires de rien qu'on fait pour les partis politiques ou le directeur général des élections. Là, il y a des reconnaissances matérielles et on est légèrement motivé pour ça. Pour poursuivre dans le sens de Gérard Bélanger, s'il y avait des motivations de cet ordre-là, je suis convaincu qu'il s'en ferait des recherches. Les étudiants ne demanderaient pas mieux que de travailler sur des projets du genre de ceux qui nous préoccupent, si on avait le moyen de les motiver. Or, on n'a pas de subventions de recherche; on n'en demande pas peut-être, mais le fait est qu'il y a une quantité de sujets intéressants que les étudiants seraient enthousiastes à poursuivre, mais ce ne sont pas ceux pour lesquels ils optent. Ils optent davantage, comme trois étudiants l'on fait depuis deux ans, pour refaire l'étude de la réforme du mode de scrutin au Québec, qui a été faite déjà six fois.

Jean-Pierre DESAULNIERS

Toute la classe professionnelle des politiciens, qui dérivait de médecins, d'avocats, est en train d'être remplacée par des journalistes. On avait un ancien journaliste de *Cité libre* d'un côté et un ancien collaborateur de Radio-Canada de l'autre côté. Ryan a fait aussi partie de la gamique pendant un bout de temps. Bref, il y a toute une dérive de la part des professionnels des journaux vers l'action politique. Je voudrais savoir s'il y a en science politique des gens qui s'intéressent à ça.

André BERNARD

Non, je n'ai pas de thèse enregistrée sur ce sujet récemment !

Roch BOLDUC

Moi, je suis surpris de voir que les *political scientists* ne s'intéressent pas beaucoup à l'analyse des politiques, des contenus des politiques. Il me semble que c'est important. C'est bien beau les processus. Ça me fait penser à 19..., je ne sais pas quelle année, 60, quelque chose comme ça. Il y avait eu une espèce de colloque, on parlait de la fonction publique. Falardeau était là, je m'en souviens, il nous traitait assez *lightly* ! On était en administration publique, ça ne faisait pas très sérieux. Et il nous avait demandé : le patronage, c'est quoi ? « Moi, j'ai été élevé dans ça, je connais ça; c'est moi qui étudie ça au gouvernement. Moi, je ne suis pas un sociologue, j'étudie le patronage et puis vous, vous étudiez le sexe des anges ! » C'est ça qui était le problème en science

politique. Je trouve que les questions ne sont pas tout le temps pertinentes, ce que les gars font comme recherche. Peut-être que chacun a sa grille de ce qui est pertinent et de ce qui ne l'est pas, mais moi, quand j'étais dans l'administration, et j'ai été là assez longtemps, j'ai toujours trouvé que, par rapport aux économistes, les sociologues, des fois, c'étaient des sujets intéressants, les questions de réforme électorale, etc., mais le contenu des politiques publiques dont le champ est si vaste : questions agricoles, ressources, tous les problèmes politiques, en somme, qu'on a connus depuis vingt-cinq ans, il me semble qu'ils n'ont pas beaucoup parlé là-dessus.

Vincent LEMIEUX

L'étude des politiques gouvernementales c'est un champ relativement récent. Il commence à se faire un peu de travail là-dessus. Blais a fait quelque chose sur les politiques agricoles, mais, encore là, il s'est surtout intéressé à l'impact électoral des politiques. Il y a des thèses en préparation.

André BERNARD

Depuis quelques années, il y a une diversification croissante et ça c'est un des aspects de cette diversification : il s'en fait des travaux sur les analyses de politiques, et de plus en plus. Par exemple, politique de l'amiante, politique du zonage agricole, ce sont des politiques qui ont été étudiées par des étudiants, pour une thèse de maîtrise. Ce n'est pas considérable, mais quand il y en aura eu trois ou quatre qui se complètent, là, le projet de recherche que le professeur désire présenter au C.R.S.H., il le présentera et on aura enfin quelque chose qui se tient. J'estime que c'est un changement récent et encourageant. Il faut conclure de manière optimiste, en disant que la maturité, on y arrive aujourd'hui, parce que les travaux se sont accumulés de façon que l'on peut maintenant penser à arriver à des synthèses ou encore à des analyses qui reposent sur des prémisses bien établies.